

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE
LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 9 novembre 1995

Présents :

Mme. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française :

monsieur JACOBS, vice-président
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise :

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs DECLERCK et VAN EECKAUTE, membres effectifs

Secrétaires :

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur PROOT, secrétaire d'administration

27.119/I/PF/CV
KB

Par lettre du 17 juin 1995, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office national de Sécurité sociale (O.N.S.S.)

Sur la base des articles 43 § 3, 5e alinéa, 60 § 1er et 61 § 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L. siégeant sections réunies, a examiné ce projet en ses séances des 29 juin, 14 et 21 septembre, 5, 12 et 19 octobre, et 9 novembre 1995, et a émis lors de cette dernière séance à l'unanimité l'avis suivant.

*

*

*

Ce projet résulte d'une adaptation du cadre organique suite à la radioscopie et à la restructuration de la carrière des agents de l'Etat.

Le cadre organique a obtenu l'accord du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 20 mars 1995 ; il a été fixé par l'arrêté royal du 7 avril 1995 (Moniteur belge 2 juin 1995).

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées sur le projet soumis.

Le ministre propose la répartition linguistique suivante des 1.190 emplois prévus au cadre organique :

cadre permanent

cadre en
extinction

Degrés de la hiérarchie	cadre F	cadre N	F bil.	N bil.	F	N
1	3	3	1	1		
2	7	7	2	2		
3	21	23				
4	42	48				
5	52	59			1	1
6	314	354				
7	101	114				
8	16	18				

1) emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition qui est conforme à la règle de parité prévue à l'article 43, § 3, des L.L.C. pour le cadre unilingue et pour le cadre bilingue (20% de l'effectif total soit 6 emplois sur 26) ;

2) emplois des degrés 3 à 8

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 2 emplois d'hospitalier (5e degré). Lorsque ces emplois en extinction auront été supprimés, 2 emplois d'infirmier gradué ou infirmier gradué 1ère classe ou infirmier gradué principal (5e degré) seront pourvus au cadre permanent.

Les emplois des degrés 3 à 8 ont été répartis selon la proportion 47% F - 53% N.

Par lettre du 22 août 1995, des données chiffrées actualisées ont été communiquées par l'administration du ministère de la Prévoyance sociale, en réponse aux questions posées par la C.P.C.L.

L'actualisation des données a été établie sur base des statistiques de 1992 à 1994 pour les 11 services "d'exécution".

De toutes les données communiquées, a pu être déduite l'importance relative que représente chaque service à l'égard de tout l'Office:

Services "d'exécution"

1. Immatriculation	:	44/1.017 emplois	:	4,33%
2. Contrôle des cotisations	:	321/1.017 emplois	:	31,56%
3. Inspection	:	139/1.017 emplois	:	13,67%
4. Perception	:	237/1.017 emplois	:	23,30%
5. Recouvrement judiciaire	:	176/1.017 emplois	:	17,31%
6. Etudes juridiques	:	7/1.017 emplois	:	0,69%
7. Information	:	20/1.017 emplois	:	1,97%
8. Comptabilité générale	:	20/1.017 emplois	:	1,97%
9. Budget et actuariat	:	9/1.017 emplois	:	0,88%
10. Statistiques	:	31/1.017 emplois	:	3,05%
11. Gestion financière	:	13/1.017 emplois	:	1,28%

Le volume de travail peut également être fixé par service :

1. Immatriculation

- Immatriculation et réimmatriculation	}	
- Mutations	}	44,63%F - 55,37%N
- Suppressions	}	

2. Contrôle des cotisations

- Employeurs assujettis	}	
- Affiliation ou non affiliation à un secrétariat social	}	
- avis rectificatifs	}	44,74%F - 53,26%N
- examen et traitement "Anomalies"	}	
- classe d'importance des entreprises	}	
- secrétariat	}	

3. Inspection

- Enquêtes générales	}	46,53%F - 53,47%N
- Enquêtes "déclarations manquantes"	}	

4. Perception

- Tenue et surveillance des comptes	}	47,50%F - 52,50%N
- Application des art. 30bis et 30ter de la loi du 27.06.1969	}	51,60%F - 48,40%N

- Secrétariat } 50%F - 50%N

5. Recouvrement judiciaire

- Employeurs poursuivis }
- Nombre moyen de procédures }
- Extraits de compte }
- Jugements } 52,70%F - 47,30%N
- Exécutions forcées }
- Visiteurs }
- Correspondance }

6. Etudes juridiques

Le service traite des problèmes présentant un caractère général qui ne peuvent être ventilés par région.
Une répartition 50/50 est proposée.

7. Information

- courrier réceptionné }
- téléphone, visiteurs } 43,44F - 56,56%N
- documentation expédiée }

8. Comptabilité générale

- travaux techniques (comptabilité générale, comptes annuels, balance annuelle) }
- autres travaux (paiement d'avocats, d'huissiers, indemnités, tenue de comptes spéciaux, intérêts à payer...) } 45,40%F - 54,60%N

9. Budget et actuariat

Les problèmes traités étant de nature générale, une répartition 50/50 est proposée.

10. Statistiques

- tâches principales : }
codification statistique, changements } 45,11%F - 54,89%N
d'adresse, attestations }
- Les observations statistiques sont déterminées sur base de la langue du dossier des employeurs.
Les chiffres suivants sont obtenus par région linguistique pour les employeurs actifs =

région N	119.147	
région F	57.341	
région Bx. Cap.	30.185	(26.140F - 4.045N)

	206.673	

soit 59,61%N - 40,39%F

- autres tâches : études, publications, } 50%N - 50%F
communications d'information }

11. Gestion financière

- pour 70% des activités : 50%F - 50%N
- pour 30% des activités : 50,44%F - 49,56%N
(c.à.d. ordres de paiement, opérations relatives aux chèques bancaires).

Compte tenu de l'importance relative que représente chacun des 11 services "d'exécution" (1.017 emplois) à l'égard de tout l'O.N.S.S., le volume total de travail de ces services se chiffre à 47,325%F - 52,675%N. (cf. en annexe le tableau récapitulatif du calcul du volume de travail par service).

En ce qui concerne les dossiers des employeurs germanophones qui sont traités uniquement par des agents francophones, il convient d'adapter la proportion en fonction de la répartition des dossiers germanophones qui doivent être traités aussi bien par des agents néerlandophones que par des agents francophones.

L'administrateur général de l'O.N.S.S. a fait savoir que la gestion des dossiers des employeurs germanophones représente en temps de travail $\pm 1,4\%$ du temps global consacré à la gestion des dossiers. Une correction de $0,7\%$ doit dès lors être apportée à la proportion en faveur des néerlandophones. Cette correction ne sera pas effectuée aux services pour lesquels un volume de travail 50%F - 50%N est appliqué.

Le volume de travail des 11 services "d'exécution" est après correction : 46,662%F - 53,338%N

Cela donne la répartition 475F - 542N en nombre d'emplois pour les 11 services.

En appliquant le même pourcentage aux 147 emplois des services généraux, cela donne : 69F - 78N

Conclusion :

Les 1.164 emplois des degrés 3 à 8 de l'ensemble des directions et services de l'O.N.S.S. sont répartis de la façon suivante :

	<u>F</u>	<u>N</u>
Services "d'exécution"	475	542
Services généraux	69	78
	-----	-----
	544	620

La proportion finale est dès lors :

46,735%F - 53,265%N

La proposition du Ministre étant 47%F - 53%N, une petite adaptation des cadres linguistiques aux degrés 3 à 8 s'impose.

Cette proportion, valable pour l'intégralité de l'office, doit être appliquée lors de la répartition des emplois à chacun des degrés 3 à 8.

Remarque: Le tableau de répartition linguistique des emplois proposé par le Ministre comprend 1190 emplois y compris les 2 emplois en extinction.

Or, le cadre organique (art. 1er, § 1er et § 2, A.R. du 7/4/95) comprend en réalité 1190 emplois plus 2 emplois en extinction, soit au total 1192 emplois.

Il manque en conséquence 2 emplois dans le tableau de répartition du projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques, qui doivent être répartis selon les principes exposés ci-avant.

Le présent avis est notifié au Ministre des Affaires sociales qui conformément à l'article 61, § 3, 2e alinéa des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1995

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

J. PROOT

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS

Annexe à l'avis n° 27.119 du 9 novembre 1995

Tableau récapitulatif du volume de travail par service (11 services "d'exécution")

Services	Nombre d'emplois	Importance relative	Volume de travail	Pondérations F N	
1	44	4,33% X	44,63%F 55,37%N	1,932% -	- 2,398%
2	321	31,56% X	44,74%F 55,26%N	14,120% -	- 17,440%
3	139	13,67% X	46,53%F 53,47%N	6,361% -	- 7,309%
4	237	23,30% X	$\frac{20}{237} \times 50\%F$ $\frac{20}{237} \times 50\%N$ $\frac{196}{237} \times 47,50\%F$ $\frac{196}{237} \times 52,50\%N$ $\frac{21}{237} \times 51,6\%F$ $\frac{21}{237} \times 48,4\%N$	0,983% - 9,513% - 1,065% -	- 0,983% - 10,116% - 0,992%
5	176	17,31% X	52,70%F 47,30%N	9,122% -	- 8,188%
6	7	0,69% X	50%F 50%N	0,345% -	- 0,345%
7	20	1,97% X	43,44%F 56,56%N	0,855% -	- 1,115%
8	20	1,97% X	45,40%F 54,60%N	0,894% -	- 1,076%
9	9	0,88% X	50%F 50%N	0,440% -	- 0,440%
10	31	3,05% X	$\frac{23}{31} \times 45,11\%F$ $\frac{23}{31} \times 54,89\%N$ $\frac{8}{31} \times 50\%F$ $\frac{8}{31} \times 50\%N$	1,022% - 0,393% -	- 1,242% - 0,393%
11	13	1,28% X	70% X 50%F 70% X 50%N 30% X 50,44%F 30% X 49,56%N	0,448% - 0,194% -	- 0,448% - 0,190%
	1.017		Total	47,325%F	52,675%N